

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61970

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

lorsque le cabinet Adenauer, jaloux de ses propres compétences, fait preuve d'une raideur extrême et se montre réticent à en dire trop à des parlementaires zélés (avec par exemple le refus de faire comparaître le Chancelier devant la commission au moment de l'affaire John). Le débat s'illustre par des passes d'armes bruyantes, représentatives du traditionnel conflit de pouvoir entre Exécutif et Législatif (on peut d'ailleurs regretter que Schiffers n'offre pas d'élément de comparaison, que ce soit avec l'histoire récente de la RFA ou avec d'autres pays occidentaux).

L'aspect historique de l'ouvrage est constitué par un recueil de documents parlementaires relatifs à l'affaire John. Les débats de l'*Ausschuß zum Schutze der Verfassung* consécutifs à la fuite mystérieuse à Berlin-Est du responsable du *Bundesamt für Verfassungsschutz*, le 20 juillet 1954, éclairent de façon manifeste la démonstration théorique de la première partie. Du point de vue du droit constitutionnel, ils reflètent clairement les difficultés de la RFA à mettre en place de façon définitive un équilibre entre les pouvoirs (et d'ailleurs la commission sera supprimée en 1957, à la fin de la deuxième législature): les parlementaires tentent alors d'améliorer leur position, mais affrontent un gouvernement inflexible et peu coopératif, maniant aisément la langue de bois. Du point de vue historique, ces documents ont l'intérêt de résumer en quelques pages l'état d'esprit des dirigeants ouest-allemands du début des années 1950. A un premier degré, ils montrent de façon évidente comment est comprise sur l'instant l'affaire John: à leurs yeux, il ne s'agit que de la fuite à Berlin-Est d'une personnalité instable et peu compétente, manipulée par la propagande est-allemande. A un deuxième degré, ces papiers soulignent les fixations d'un gouvernement de plus en plus enfermé dans la logique de l'*Alleinvertretungsanspruch*, déniait à la RDA tout droit à la parole et toute valeur morale, ne voyant dans l'affaire John qu'une illustration supplémentaire de la nécessité de lutter contre le principal ennemi de la RFA: le communisme. En conséquence, la condamnation implacable du régime de Berlin-Est et le réalisme solide des autorités de Bonn empêchent ces dernières de prendre du recul et d'exprimer une position sur le contenu même des déclarations publiques effectuées par John à partir du sol est-allemand: sa vive condamnation d'une renazification de l'Allemagne, de l'absence d'une réflexion sur le passé (la *Vergangenheitspolitik* de Norbert Frei, objet récent de nombreuses études), ou sa volonté de voir naître un régime véritablement nouveau en Allemagne, dans la lignée des réflexions du 20 juillet 1944. Autant d'éléments qui auraient pu susciter un débat en RFA mais qui ne sont absolument pas relevés par les parlementaires ou leurs interlocuteurs gouvernementaux. A cet égard, on peut considérer que l'affaire John est une véritable occasion manquée: que ce soit pour améliorer le travail de »protection de la constitution« ou pour développer un débat sur l'identité même de la RFA.

Par son ouvrage, Reinhard Schiffers présente un reflet éloquent de l'état d'esprit de la jeune RFA en devenir. Ceci se traduit d'abord par les discussions ayant eu lieu et les paroles prononcées; mais ceci passe surtout par le non-dit. Il restait encore beaucoup de chemin à parcourir pour aboutir à la RFA que nous connaissons aujourd'hui.

Dominique TRIMBUR, Paris

Helge HEIDEMEYER (Bearb.), Die CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag. Sitzungsprotokolle 1949–1953, Düsseldorf (Droste) 1998, CLXXXII–865 p. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Vierte Reihe: Deutschland seit 1945, 11/1).

C'est un outil de travail de premier ordre pour l'histoire des débuts de la République Fédérale d'Allemagne que ce onzième tome de la collection *Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien* publié conjointement par la commission du même nom et l'*Archiv für Christlich-Demokratische Politik* de la Fondation Konrad Adenauer. Il s'agit des procès-verbaux des séances du groupe parlementaire chrétien-démocrate

CDU/CSU durant la première législature du parlement fédéral de Bonn (septembre 1949–juillet 1953). L'ouvrage fait suite à la publication, en 1993, des cinq volumes consacrés aux procès-verbaux du groupe SPD de 1949 à 1966.

Il faut d'emblée saluer le grand soin apporté à la présentation générale de ce recueil de sources. Le corps du volume est constitué des procès-verbaux du comité de direction et des procès-verbaux des sessions plénières du groupe parlementaire, en tout 415 documents solidement annotés par l'historienne Helge Heidemeyer. Maître d'œuvre de cette publication, cette dernière livre également, en guise d'introduction, un texte de synthèse d'une centaine de pages qui constitue un document de référence pour l'utilisateur. Quatre chapitres traitent successivement de la structure sociale et sociologique du groupe CDU/CSU, de son organisation et de ses habitudes de travail, de ses initiatives parlementaires et de son insertion dans le concert politique. 162 notices biographiques permettent en outre de renseigner le lecteur sur les dates de naissances et de décès, la situation professionnelle et les mandats politiques des parlementaires chrétiens-démocrates du premier *Bundestag*. Un texte sur l'état général des sources précède ensuite une bibliographie tout à fait conséquente de plus de 200 titres. En fin de volume, deux index fort détaillés – des personnes et des matières – mettent bien en valeur la richesse considérable des documents publiés. L'ensemble est agrémenté d'une galerie de portraits et de quelques documents photographiques d'époque.

Aux premières élections du parlement fédéral du 14 août 1949, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et l'Union chrétienne-sociale (CSU), sa branche bavaroise, devançant de peu le parti social-démocrate avec 139 sièges contre 131. Avec 31 % de voix, les deux partis obtiennent la majorité relative, ce qui leur permet de former, avec l'appoint du parti libéral (FDP) et du parti allemand (DP), la base des coalitions gouvernementales. À bien des égards, l'Union CDU/CSU apparaît comme le successeur du Zentrum et de son pendant, la Bayerische Volkspartei (BVP), du temps de la République de Weimar. Deux tiers des députés ont appartenu à l'un de ces deux partis avant 1933. L'implantation électorale révèle de grandes similitudes: l'Union est majoritaire dans les anciennes citadelles du Zentrum et du BVP à savoir le Bade-Wurtemberg, la Rhénanie du Nord-Westphalie et la Bavière, qui sont également les *Länder* les plus peuplés de la RFA. Parti de masse dans les régions catholiques, dont sont issus deux tiers des élus, et de notables dans les régions protestantes, conservateur, l'Union CDU/CSU entend surtout défendre les traditions allemandes en s'appuyant sur les valeurs chrétiennes. Sur le plan de la politique extérieure, domaine dans lequel le chancelier Adenauer exerce à l'évidence une grande autorité, l'ancrage à l'Ouest, l'intégration européenne et la recherche de la *Gleichberechtigung*, la pleine souveraineté, constituent les axes majeurs de sa doctrine.

Ce recueil de sources nous emmène au cœur du débat et de la vie politique de la jeune république ouest-allemande. Son intérêt est multiple et il serait bien téméraire dans le cadre d'une recension d'évoquer l'ensemble des questions traitées durant quatre ans. Remarquons simplement que l'on est frappé, à la lecture de ces documents, par le caractère extrêmement concret et pragmatique des sujets abordés par le groupe parlementaire au cours de cette première législature. Helge Heidemeyer le souligne fort justement dans son texte de présentation: «avec cette manière d'exercer la politique, la fraction CDU/CSU introduisait un nouveau style et une nouvelle pratique de la politique en Allemagne. Ce style se différenciait nettement de la forte imprégnation idéologique des partis de l'avant 1933, et qui se ressentait encore au SPD durant les années cinquante. Cette pratique indiquait clairement le chemin de la modernité qui allait être celui de la République Fédérale». Ce nouveau style a sans doute contribué à renforcer la popularité du parti: l'Union obtient 45,2 % des voix aux élections de l'été 1953 et enlève la majorité absolue en 1957 avec 50,2 % des suffrages.

Claude LORENTZ, Strasbourg